



## **Pensions : la DG retarde le démarrage de l'activité "téléphone" de Bordeaux...**

### **Tant pis pour les agents de Rennes !**

Alors que, sollicitée par les agents du centre des pensions de Bordeaux, la CGT organisait une rencontre intersyndicale locale pour mettre en place une action, nous avons appris que la direction générale a décidé, à la demande de FO, le report du démarrage de l'accueil téléphonique de ce centre.

Les inquiétudes des agents de Bordeaux sont légitimes : ils doivent démarrer une nouvelle activité avec des collègues récemment mutés et pas encore formés... La CGT finances publiques de Gironde, prenant en compte les revendications des agents, a souhaité une action intersyndicale, mais en veillant à se coordonner avec Rennes. Pas question en effet pour la CGT que les revendications des uns soient satisfaites au détriment des autres.

**Or, la décision de report à Bordeaux a obligatoirement une incidence sur l'activité du centre de Rennes et donc sur les conditions de travail de ses agents !**

En effet : à partir d'avril, les centres de Rennes et Bordeaux devaient se partager l'accueil téléphonique des pensions, en devenant à distance une seule plate-forme téléphonique. Et pendant ce temps, la direction continue à fermer d'autres centres ailleurs et à basculer leur activité... Ce qui ne sera pas fait à Bordeaux devra donc l'être à Rennes.

Dès le 15 mars, la CGT finances publiques 35 a rencontré les agents du centre des pensions de Rennes pour les alerter. Pour nous, il n'est pas question que cette décision prise sans concertation ait pour effet de rendre encore plus difficiles leurs conditions de travail. Depuis décembre, ils vivent la pénibilité de cette nouvelle mission : ils en ont déjà assez ! De plus, ils vont connaître eux aussi une période difficile à partir d'avril, avec l'arrivée de nouveaux collègues à former, tout en devant continuer à assurer les vacations d'accueil téléphonique et en tentant de ne pas prendre trop de retard sur les autres tâches.

**En lien avec notre section, les camarades de la section CGT finances publiques de Gironde proposent maintenant aux autres organisations syndicales de leur département une pétition demandant ce report du démarrage, en exigeant que les bascules prévues soient repoussées d'autant, afin que les collègues de Rennes ne soient pas les dindons de la farce.**

#### **Et à Rennes ?**

**Pas question pour la CGT que les durées des vacations d'accueil téléphonique et leur intensité soient augmentées au centre de Rennes dans la période où Bordeaux aurait dû participer... Les directions (DGFIP, DRFiP 33, TG 35 et SRE-Nantes) doivent assumer cette décision, pas les agents !**